



Strasbourg, le 4 novembre 2016

CDDG-Bu(2016)20

BUREAU DU COMITE EUROPEEN
SUR LA DEMOCRATIE ET LA GOUVERNANCE
(CDDG)

RAPPORT DE REUNION

30 septembre 2016
Conseil de l'Europe, Agora, Strasbourg
Salle G02

1. Ouverture de la réunion

M. Paul Rowsell, Président du CDDG, ouvre la réunion. La liste des participants fait l'objet de l'Annexe I.

2. Adoption de l'ordre du jour

L'ordre du jour, tel qu'adopté, fait l'objet de l'Annexe II.

3. Décisions du Comité des Ministres concernant les travaux du CDDG

Le Bureau est informé que le rapport abrégé de la réunion de mai 2016 du CDDG, ainsi que le rapport d'activité 2015 du Centre d'expertise seront examinés lors de la réunion du Groupe de rapporteurs sur la démocratie (GR-DEM) le 4 octobre avant d'être transmis au Comité des Ministres.

4. Développement d'outils en matière de bonne gouvernance démocratique et soutien des réformes

4.1 De l'éthique publique au niveau local vers l'éthique dans la vie publique

Le Bureau prend note des informations présentées dans le document CDDG-Bu(2016)13. Il souligne la nécessité de tenir compte des conclusions exposées dans le rapport 2015 du Secrétaire Général sur « La situation de la démocratie, des droits de l'homme et de l'Etat de droit : un impératif de sécurité pour l'Europe ». Il recommande d'inviter le rapporteur du Congrès sur l'éthique et la transparence au niveau local, M. Herwig van Staa, ainsi qu'un représentant du GRECO, à présenter les travaux de leurs organes respectifs dans ce domaine à la réunion de novembre du CDDG et charge le Secrétariat de finaliser les travaux préparatoires de l'échange à cette fin.

4.2 *Centre d'expertise sur la réforme de l'administration locale* Activités et perspectives pour 2016

Le Bureau prend note des activités et perspectives pour 2016 telles qu'exposées dans le document CDDG-Bu(2016)14. Mme Alina Tatarenko, cheffe adjointe du Centre d'expertise, met en particulier l'accent sur l'excellente coopération avec les autorités ukrainiennes et les avancées dans le domaine de la décentralisation. Elle souligne le nombre considérable de demandes d'assistance reçues par le Centre également dans des domaines, tels que la coopération intermunicipale et le benchmarking en matière de finances locales.

Le Bureau souscrit à la contribution tangible du Centre à la bonne gouvernance. Pour ce qui concerne les examens par les pairs, la révision des boîtes à outils existantes ainsi que la boîte à outils sur l'amalgame en préparation, il réaffirme l'importance des suggestions et contributions des délégations du CDDG pour garantir la prise en considération des derniers développements en termes de bonnes pratiques et politiques des Etats membres.

En ce qui concerne l'évaluation du Centre, les membres prennent note de l'implication du CDDG via un questionnaire et demandent que des conclusions préliminaires soient présentées si possible à la réunion de novembre.

Le Bureau encourage le Secrétariat à accroître la visibilité des activités du Centre, par exemple, par une présentation dynamique lors d'une prochaine réunion du CDDG, afin d'encourager les membres du CDDG et leurs administrations à prendre des mesures concrètes.

Stratégie pour l'innovation et la bonne gouvernance

Le Bureau prend note avec intérêt de l'intention manifestée par la Roumanie de rejoindre la Stratégie, ainsi que des discussions en cours avec un certain nombre d'interlocuteurs dans d'autres Etats membres (notamment la Pologne, le Portugal et l'Espagne (Pays basque)).

Le Bureau demande à être tenu dûment informé des éventuelles demandes d'accréditation de structures nationales en vue de tenir une réunion de la plateforme des partenaires européens, si nécessaire, début 2017.

5. Etat de la mise en œuvre des activités du CDDG conformément à son mandat

5.1 *Mandat 2016-2017* Programme de travail du CDDG

Le Bureau prend note des informations présentées dans le document CDDG-Bu(2016)15.

Le Bureau note l'état d'avancement des préparatifs des examens par les pairs prévus en Arménie et en Grèce en se félicitant des généreux efforts et contributions tant des pairs que des Etats membres.

Le Secrétariat rappelle qu'après un appel général à manifestations d'intérêt pour participer aux examens par des pairs, les représentants des Etats membres sont sélectionnés pour répondre aux besoins en termes de conseils politiques dans les domaines spécifiques de l'Etat demandeur, tout en veillant à garantir une participation équilibrée à tous égards.

5.2 *Groupe de travail du CDDG*

Lignes directrices pour la participation civile aux décisions politiques
Echange avec le groupe de travail (29 septembre 2016 à 16 heures)

A la suite de l'échange avec les membres du groupe de travail la veille, le Bureau examine les questions qui mériteraient une réflexion approfondie de la part du CDDG ainsi que les travaux préparatoires de la mise à jour de la Recommandation CM/Rec (2001)19 sur la participation des citoyens à la vie publique locale.

En ce qui concerne la mise à jour prévue pour 2017, le Bureau rappelle que les questions sont étroitement liées aux lignes directrices. A sa réunion de novembre, le CDDG devra donc se prononcer sur la conduite d'éventuelles activités préparatoires et revoir la composition du groupe de travail pour garantir une représentation équilibrée et la participation des experts les plus appropriés.

Le Bureau tient un échange de vues sur l'importance d'établir une différence entre le champ et la teneur des recommandations du Comité des Ministres, légalement contraignantes par nature et les lignes directrices qui visent à créer un environnement de travail positif et constructif pour la participation de la société civile dans les Etats membres.

En ce qui concerne les lignes directrices, le Bureau :

- prend note de l'avant-projet de texte à diffuser aux membres du groupe de travail pour contributions finales ;
- souscrit à la nécessité d'inclure les documents de référence pertinents du Conseil de l'Europe, en se fondant également sur le compendium ;
- charge le Secrétariat de préparer un document exposant dans les grandes lignes les questions identifiées par le Bureau pour donner des orientations au CDDG.

Le Président rappelle les défis à relever par la société démocratique et le fonctionnement des institutions démocratiques dans les Etats membres, également évoqués dans le rapport du Secrétaire Général. Les lignes directrices doivent présenter des mécanismes appropriés pour la participation civile, venant compléter la démocratie représentative et renforcer la légitimité démocratique et la prise de décision par les autorités publiques, afin de venir à bout du désengagement et rebâtir la confiance.

Pour pouvoir tenir les délais adoptés par le CDDG lors de sa réunion de décembre 2015, le Bureau recommande :

- que le Secrétariat finalise le projet de lignes directrices en se fondant sur les contributions écrites présentées par les membres du groupe de travail, sollicite l'avis de la Direction du conseil juridique sur le projet et prépare un bref document exposant les problèmes recensés par le Bureau pour donner des orientations au CDDG ;
- qu'à la suite de la réunion de novembre, le projet de lignes directrices soit révisé par le Secrétariat en s'orientant d'après les observations du CDDG ;
- que le Bureau, dûment mandaté par le CDDG, procède à un examen final du texte, pour éventuellement régler les points en suspens ;
- que le CDDG adopte les lignes directrices par procédure silencieuse.

Le projet de lignes directrices sera transmis au plus tard début février au Comité des Ministres pour adoption.

Le Bureau est informé que les coprésidents des groupes de travail ont été invités à présenter leurs travaux sur les lignes directrices à la Commission permanente de la Conférence des ONG le 10 octobre 2016.

5.2 *Recueil des textes du Conseil de l'Europe dans le domaine de la démocratie*

Le Bureau prend note du document CDDG-Bu(2016)16 et examine les propositions concernant les suites à donner par le Comité.

Etant donné la nature pratique du recueil, le Bureau estime qu'en plus de mises à jour régulières, le CDDG devrait s'employer à le faire mieux connaître et à le rendre plus visible, en encourageant son utilisation au niveau du Conseil de l'Europe, des Etats membres, d'autres institutions internationales et centres de recherche, ainsi que dans les milieux universitaires.

Les manifestations du Conseil de l'Europe, telles que le Forum mondial de la démocratie ou la Semaine européenne de la démocratie locale pourraient être utilisées pour promouvoir le recueil.

6. Préparation de la 6^e réunion du CDDG (14-15 novembre 2016)

6.1 *Projet d'ordre du jour*

Le Bureau examine les propositions du Secrétariat et le charge de préparer pour la réunion de novembre un projet d'ordre du jour prenant en compte les points soulevés dans les précédents échanges de vues.

6.2 *Echanges thématiques d'informations, de points de vue et de bonnes pratiques* Identification de thèmes pour les échanges thématiques

Des discussions sont en cours avec un certain nombre d'Etats membres (Albanie, Grèce et Roumanie) en vue d'une éventuelle représentation à haut niveau lors d'échanges thématiques sur le thème des réformes administratives et de l'administration locale ainsi que sur les initiatives de démocratie participative. Le Secrétariat devra poursuivre les travaux préparatoires et tenir le Bureau dûment informé.

Renforcement de la démocratie et de la gouvernance électroniques dans les Etats membres

Le Bureau prend note des informations présentées dans le document CDDG-Bu(2016)17 et souscrit à la ligne d'action proposée.

Gouvernance démocratique dans les zones métropolitaines

Le Bureau prend note des informations présentées dans le document CDDG-Bu(2016)18 et charge le Secrétariat de poursuivre les travaux préparatoires à cette fin. Il envisage aussi favorablement la possibilité d'organiser une manifestation dans une grande agglomération en 2017.

7. Informations sur les activités d'autres instances pertinentes

Le Bureau note que le Président, M. Paul Rowsell, assistera à la 31^e session du Congrès du 19 to 21 octobre 2016 et aux manifestations organisées à Strasbourg durant la Semaine européenne de la démocratie locale 2016 « *Vivre ensemble dans des sociétés culturellement diverses : se respecter, dialoguer, interagir* ».

8. Questions diverses et date de la prochaine réunion

Le Bureau demande qu'un point sur les travaux du Comité ad hoc d'experts sur les normes juridiques, opérationnelles et techniques relatives au vote électronique (CAHVE) soit présenté lors de la prochaine réunion. Le CAHVE finalisera la nouvelle Recommandation sur le vote électronique lors de sa réunion les 3 et 4 novembre. Le Vice-Président, M. Paul-Henri Philips, informe le Bureau qu'en raison de circonstances personnelles, il ne sera pas en mesure d'assister à cette réunion du CAHVE au nom du CDDG.

La date de la prochaine réunion du Bureau sera fixée par voie électronique après vérification d'éventuelles contraintes du Secrétariat et en fonction d'une éventuelle demande d'adhésion à la Stratégie et de l'avancement des lignes directrices.

ANNEXE I

LISTE DES PARTICIPANTS

CHAIRMAN / PRESIDENT

Mr Paul ROWSELL, Deputy Director, Democracy, Department for Communities and Local Government, 2nd Floor Fry Building, 2 Marsham Street, Westminster, LONDON SW1P 4DF
Tel: (44) 303 44 42568; E-mail: Paul.Rowsell@communities.gsi.gov.uk

OTHER MEMBERS / AUTRES MEMBRES

Mr Alexander BALTHASAR, Head of the Institute for State Organization and Administrative Reform, Federal Chancellery of Austria, Ballhausplatz 1, A - 1014 WIEN
Tel: (43) 1 53115 202806; Fax: (43) 1 53109 202806;
E-mail: alexander.balthasar@bka.gv.at

Mr Georgios CHRYSAFIS, Directorate of Organisation and Functioning of Local Government, Ministry of the Interior, 27, Stadiou Str., 10183 Athens
Tel: (30) 21 31 36 43 95; Mobile: (30) 69 76 40 60 27; E-mail: g.chrisafis@ypes.gr

Mr Francesco GIUSTINO, Presidenza del Consiglio dei Ministri, D.A.R. - Ufficio Attività Internazionali, ROMA
Tel. +39.06.6779.5130; E-mail: f.giustino@palazzochigi.it

Ms Inga NYHOLM, Ministerial adviser, Department for Local Government and Regional administration, Ministry of Finance, PO Box 28, FIN – 00023 GOVERNMENT
Tel: (358) 40 760 5524; E-mail: inga.nyholm@vm.fi

M. Paul-Henri PHILIPS, Coordinateur pour les Organisations Internationales, Bruxelles International, Relations multilatérales et Organisations Internationales, Boulevard du Jardin Botanique, 20, B – 1035 BRUXELLES
Tel : (32) 2 800 32 77; Cel-phone: (32) 499 58 81 05;
E-mail : pphilips@sprb.irisnet.be

Mrs Greta Ulland BILLING, Senior International Adviser, Department for Local Government, Ministry of Local Government and Modernisation, Postbox 8112 DEP, N - 0032 OSLO
Tel: (47) 22 24 72 25; Mobile: (47) 92 61 37 27; Fax: (47) 22 24 27 35;
E-mail: greta.billing@Kmd.dep.no

SECRETARIAT

Mr Alfonso ZARDI, Head of Democratic Institutions and Governance Department / Chef du Service des institutions et de la gouvernance démocratiques - Directorate of Democratic Governance / Direction de la gouvernance démocratique, Directorate General of Democracy / Direction générale de la démocratie

Tel : +33 (0)3 88 41 39 06; Fax : +33 (0)3 88 41 27 84; E-mail : alfonso.zardi@coe.int

Ms Jutta GÜTZKOW, Head of the Good Governance Division/Cheffe de la Division de la bonne gouvernance - Directorate of Democratic Governance / Direction de la gouvernance démocratique, Directorate General of Democracy / Direction générale de la démocratie

Tel: +33 (0)3 88 41 29 10; Fax: +33 (0)3 88 41 27 84; E-mail : jutta.gutzkow@coe.int

Mr Theo WELS, Administrator / Administrateur - Directorate of Democratic Governance / Direction de la gouvernance démocratique, Directorate General of Democracy / Direction générale de la démocratie

Tel: +33 (0)3 90 21 53 04 ; Fax: +33 (0)3 88 41 27 84; E-mail: theo.wels@coe.int

Ms Alina TATARENKO, Deputy Head of the Centre of Expertise for Local Government Reform / Cheffe adjointe du Centre d'expertise sur la réforme de l'administration locale - Directorate of Democratic Governance / Direction de la gouvernance démocratique, Directorate General of Democracy / Direction générale de la démocratie

Tel: +33 (0)3 88 41 28 47 ; Fax: +33 (0)3 88 41 27 84; E-mail: alina.tatarenko@coe.int

ANNEXE II

ORDRE DU JOUR

Précédée par un échange avec le Groupe de travail du CDDG sur les lignes directrices pour la participation civile aux décisions politiques
(29 septembre 2016 à 16h00)

1. Ouverture de la réunion
2. Adoption de l'ordre du jour [CDDG-Bu(2016)OJ2]
3. Décisions du Comité des Ministres concernant les travaux du CDDG [CDDG-Bu(2016)12]
4. Développement d'outils en matière de bonne gouvernance démocratique et soutien des réformes
- 4.1 *De l'éthique publique au niveau local vers l'éthique dans la vie publique* [CDDG-Bu(2016)13]
- 4.2 *Centre d'expertise sur la réforme de l'administration locale*
- Activités et perspectives pour 2016
(examens par les pairs dans les Etats membres) [CDDG-Bu(2016)14]
5. Etat de la mise en œuvre des activités du CDDG conformément à son mandat
- 5.1 *Mandat 2016-2017*
- Programme de travail du CDDG [CDDG-Bu(2016)15]
- 5.2 *Groupe de travail du CDDG*
- Lignes directrices pour une participation de la société civile aux décisions politiques – Echange avec le groupe de travail
(29 septembre 2016 à 16h00)
- 5.3 *Compendium de textes du Conseil de l'Europe dans le domaine de la démocratie*
- Suites à donner [CDDG-Bu(2016)16]
6. Préparation de la 6e réunion du CDDG
(14-15 novembre 2016)
- 6.1 *Projet d'ordre du jour* [CDDG(2016)OJ2prov.]

Echanges thématiques
- 6.2 *Renforcement de la démocratie et de la gouvernance électroniques dans les Etats membres* [CDDG-Bu(2016)17]
- 6.3 *Gouvernance démocratique dans les zones métropolitaines*
- *Modèles de gouvernance démocratique* [CDDG-Bu(2016)18]
7. Informations sur les activités d'autres instances pertinentes [CDDG-Bu(2016)19]
8. Questions diverses et date de la prochaine réunion